

N° DP 25/751

DECISION DU PRESIDENT

DELEGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN AU PROFIT DE LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER EN VUE DE L'ACQUISITION DE LA PARCELLE BATIE SITUEE A LA SEYNE-SUR-MER 284 AVENUE ESTIENNE D'ORVES CADASTREE SECTION AH NUMERO 61

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, ensemble les articles L. 210-1 aliéna 2, L. 213-1 et suivants, L. 321-1 à L. 321-13 et R. 213-3 et suivants,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'exercer ou déléguer l'exercice des droits de préemptions à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme,

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, (dite "loi 3DS") et notamment l'article 71,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-106 du 20 décembre 2023 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, au titre de la période triennale 2017-2019 pour la commune de LA SEYNE-SUR-MER,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2025-54 du 23 juin 2025 autorisant l'exercice du droit de préemption urbain par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour l'acquisition d'un bien sis à LA SEYNE-SUR-MER (83500), 284, avenue Estienne d'Orves, en application de l'article L 210-1 du Code de l'Urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de LA SEYNE-SUR-MER approuvé le 10 décembre 2019,

VU la déclaration d'intention d'aliéner n° IA 083 126 25 00369 déposée le 31 mars 2025,

VU la demande de délégation en vue de l'exercice du droit de préemption urbain sollicité par la Ville de LA SEYNE-SUR-MER le 6 mai 2025,

VU le courrier de demande unique de communication des documents et de visite en date du 26 mai 2025,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est, depuis sa création le 1^{er} janvier 2018, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et, à ce titre, titulaire du droit de préemption défini à l'article L. 210-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'une déclaration d'intention d'aliéner a été reçue le 31 mars 2025 en mairie de LA SEYNE-SUR-MER, portant sur la vente de la parcelle bâtie située à LA SEYNE-SUR-MER (83500) 284, Avenue Estienne d'Orves, cadastrée section AH n° 0061, au prix de SEPT CENT MILLE euros (700 000,00 €),

CONSIDERANT que l'acquisition du bien concerné par le droit de préemption urbain, situé dans la zone UA du Plan Local d'Urbanisme en vigueur, se justifie par la volonté d'optimiser la gestion publique de la Commune,

CONSIDERANT qu'une demande unique de visite et de communication des documents permettant d'apprécier la consistance et l'état de l'immeuble, a été adressée le 26 mai 2025 auprès de Maître Tiziana CHRETIEN-BOSCH, notaire instrumentaire par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM),

CONSIDERANT que la Ville de LA SEYNE-SUR-MER a, par courrier en date du 6 mai 2025, sollicité de la part de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain à son profit, dans le cadre de la vente de la parcelle bâtie située sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER (83 500) 284, Avenue Estienne d'Orves cadastré section AH n° 61, et motivant la nécessité d'acquérir le bien objet de la présente décision,

CONSIDERANT que la Commune de LA SEYNE-SUR-MER a été déclarée en carence par arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-106 en application de l'article L. 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le 20 décembre 2023,

CONSIDERANT que l'exercice du droit de préemption sur la Commune de LA SEYNE-SUR-MER a été transféré au représentant de l'Etat dans le département depuis le 20 décembre 2023, date d'exécution de l'arrêté préfectoral précité,

CONSIDERANT qu'il résulte des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N° 2023-106 du 20 décembre 2023, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 213-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'il résulte également des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme, que le représentant de l'Etat dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du Droit de Préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien,

CONSIDERANT que l'acquisition de ce bien, pour lequel le droit de préemption est exercé, permettra de répondre aux besoins spécifiques de la commune en matière d'équipements publics ou de tout autre projet d'intérêt général identifié par la municipalité, dans le cadre d'actions ou d'opérations d'aménagement définies à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que l'acquisition de la parcelle bâtie sise à LA SEYNE-SUR-MER (83500) 284, Avenue Estienne d'Orves vise la réorganisation des services municipaux afin de créer un magasin municipal, l'objectif de la Ville étant de s'inscrire dans une démarche d'efficacité, de rationalisation des moyens et de renforcement de la qualité du service public,

CONSIDERANT que l'article L.213-2 du Code de l'Urbanisme dispose que : « Le délai est suspendu à compter de la réception de la demande mentionnée au premier alinéa ou de la demande de visite du bien. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un mois pour prendre sa décision. Passé ce délai, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption »,

CONSIDERANT que le courrier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) en date du 26 mai 2025 a suspendu le délai,

CONSIDERANT la réception d'une partie des documents par le titulaire du droit de préemption en date du 4 juin 2025,

CONSIDERANT que le délai de renonciation tacite du droit de préemption urbain reste suspendu jusqu'à l'obtention d'une réponse complète suite au courrier de demande de pièces complémentaires et de visite envoyé par la DDTM le 26 mai 2025,

CONSIDERANT qu'il est donc opportun de déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à la commune de LA SEYNE-SUR-MER,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DELEGUER à la Commune de LA SEYNE-SUR-MER, l'exercice du droit de préemption urbain pour l'acquisition de la parcelle bâtie située à LA SEYNE-SUR-MER (83500) 284, Avenue Estienne d'Orves cadastré section AH n° 61.

ARTICLE 2

DE CHARGER Madame le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée :

- A la Ville de LA SEYNE-SUR-MER,
- A la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

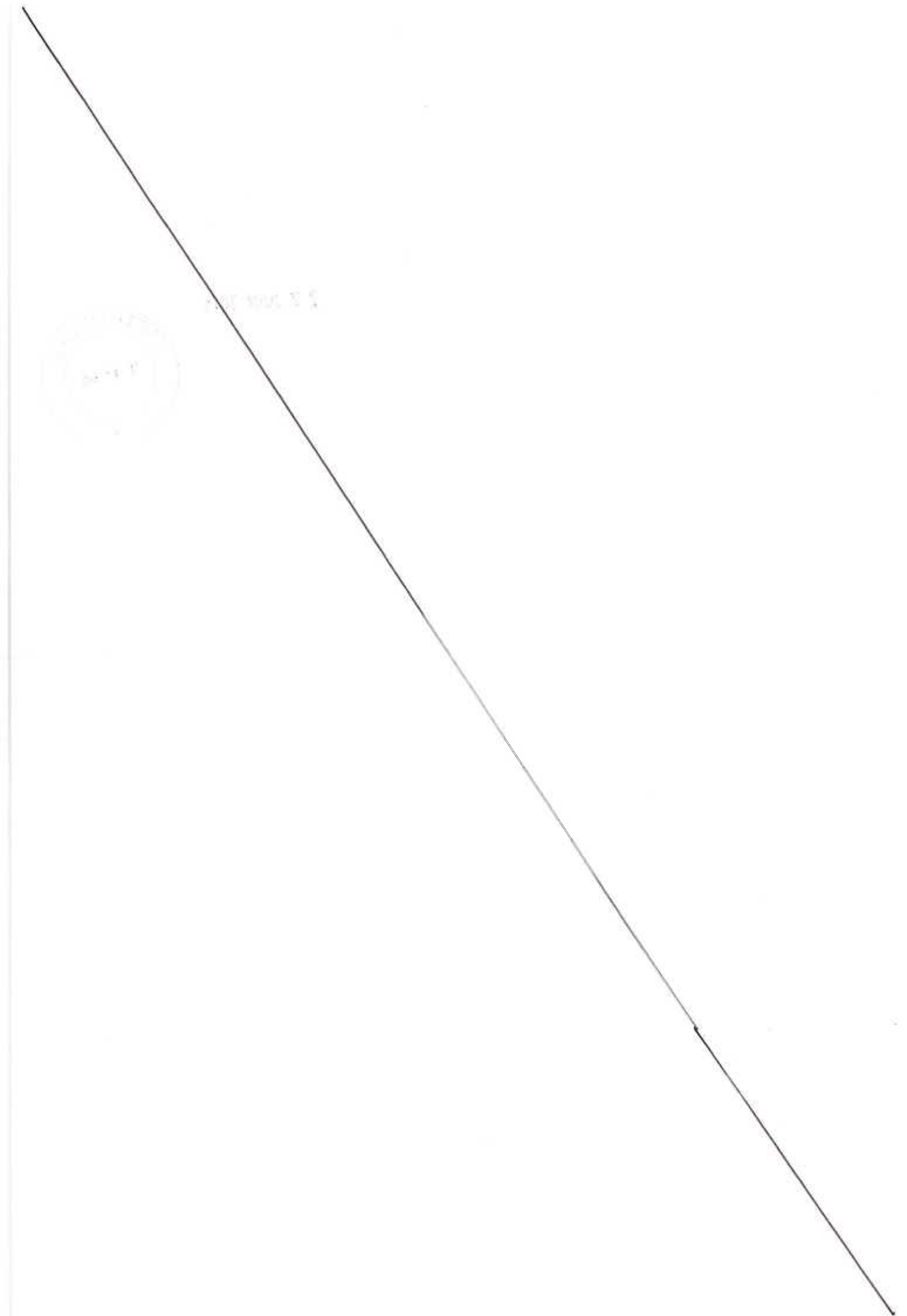
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **27 JUIN 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

Ce formulaire est émis par le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires¹.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien [🔗](#)

- ☒ Déclaration d'intention d'aliéner un bien (1)
- ☒ Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2))
- ☐ Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L. 212-1 et suivants du Code de l'urbanisme (3))
- ☐ Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles (articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme (4))
- ☐ Demande d'acquisition d'un bien (1)
- ☐ Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2)
- ☐ Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3)

MAIRIE DE LA SEYNE-SUR-MER
Secteur Foncier

31 MARS 2025

N°

Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt au guichet : ____/____/____ N° d'enregistrement : 369

Prix moyen au m² :

A - Propriétaire(s) du bien

Pour une personne physique (5) :

Nom d'usage 1

Prénom 1

Profession 1 (facultatif) (6) :

Si le bien n'est pas en indivision, veuillez renseigner l'identité de l'éventuel co-déclarant :

Nom

Prénom

Profession 1 (facultatif) (6) :

Pour une personne morale (7) :

Dénomination

Forme juridique

CRUNCHANT

Société civile immobilière

N° SIRET

821823895

Nom d'usage du représentant

Prénom du représentant

CRUNCHANT

David

Si le bien est en indivision (8), soit entre personnes physiques, soit entre personnes morales, indiquer le nombre de co-indivisaire(s) : _____ et compléter la fiche complémentaire « Autre(s) déclarant(s) » (9) en indiquant leur(s) nom(s), prénom(s), adresse(s) et quote(s)-part(s).

[1] Article A 213.1 du Code de l'urbanisme

Adresse ou siège social (10)

N° de boîte aux lettres, appartement, escalier, étage... : _____

Nom de l'entrée, immeuble, résidence, ZA... : _____

Numéro : 67 Voie : rue de la République

Lieu-dit : _____ Localité : SIX-FOURS-LES-PLAGES

Pays : _____ Division territoriale (si international) : _____

Code postal : 83140 BP : _____ Cedex : _____

Téléphone (facultatif) : _____ Indicatif (facultatif) : _____

Adresse électronique (facultatif) : _____

@

B - Situation du bien**Adresse précise du bien**La cession du bien entraîne-t-elle une division parcellaire ? ☐ Oui ☐ Non

N° de boîte aux lettres, appartement, escalier, étage... : _____

Nom de l'entrée, immeuble, résidence, ZA... : _____

Numéro : 284 Type de voie : Avenue Nom de la voie : Honoré d'Estienne d'Orves

Lieu-dit : 284 avenue Estienne d'Orves

Localité : LA SEYNE-SUR-MER

Code postal : 83500 BP : _____ Cedex : _____

Superficie totale de l'assiette foncière du bien cédé (m²) : 00ha 10a 35ca

Références cadastrales de la parcelle

Préfixe	Section	N°	Lieu-dit (quartier, arrondissement)	Localité	superficie
	AH	61	284 avenue Estienne d'Orves	LA SEYNE-SUR-MER	00 ha 10 a 35 ca

① Si le bien est situé sur plus de parcelles cadastrales, veuillez renseigner l'annexe dédiée.

Plan(s) cadastral(aux) joint(s) ☒ Oui ☐ Non**C - Désignation du bien****Immeuble**☐ Non bâti ☒ Bâti sur terrain propre☐ Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer le nom du propriétaire : _____

En cas d'indivision, précisez la quote-part du bien vendu : _____

Nature des droits cédés☒ Pleine Propriété ☐ Nue-Propriété ☐ Usufruit

Nature du sol en superficie (m²)

Terres	Prés	Vergers	Vignes	Bois	Landes

Carrières	Eaux cadastrées	Jardins	Terrains à bâtir	Terrains d'agrément	Sol

Caractéristiques du bien (hors copropriétés et division en volumes)

☒ Bâtiments vendus en totalité (11) :

Surface construite au sol (m²) : _____ Surface utile ou habitable (m²) : 926 m² env. bâtiment entier

Nombre de : ☒ Niveaux voir annexe ☐ Appartements ☐ Autres locaux

Caractéristiques du bien (division en volumes)

☐ Vente en volumes N° des volumes : _____

Caractéristiques du bien (copropriété)

☐ Locaux dans un bâtiment en copropriété (12)

N° d'inscription au registre des copropriétés : _____

Le bien est achevé depuis : ☒ Plus de 4 ans ☐ Moins de 4 ans

Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèses depuis : ☐ Plus de 10 ans ☐ Moins de 10 ans

N° du lot	Bâtiment	Étage	Quote-part des parties communes	Nature	Surface utile ou habitable

Lotissement

Bien situé dans un lotissement ? ☐ Oui ⁱ Joindre le règlement et le cahier des charges du lotissement.
☒ Non

Droits sociaux (13)

Désignation de la société : _____ Nombre de parts cédées : _____

Désignation des droits : _____ Nombre total de parts : _____

Nature : _____

Numéro des parts : _____

La cession conduit-elle l'acquéreur à détenir la majorité des parts de la société ? ☐ Oui ☐ Non

D - Usage et occupation (14)

Usage ⁱ Si plusieurs usages, cocher les cases correspondantes

☒ Habitation ☐ Professionnel ☐ Commercial ☐ Agricole

☒ Autre (préciser) : + 2 bâtiments à usage d'atelier de serrurerie-chaudronnerie - voir annexe

Occupation

☐ Par le(s) propriétaire(s)

☐ Par un (des) locataire(s) - Le cas échéant, préciser la nature du bail, le montant annuel hors charge du loyer, la date de prise d'effet et de fin de bail et le nom du locataire.

☒ Sans occupant

☐ Autre (préciser) : _____

Une installation soumise à autorisation ou à enregistrement, au titre du code de l'environnement a-t-elle été exploitée sur le terrain ?

☐ Oui - S'il y a lieu, joindre les informations dues telles que spécifiées par l'article L. 514-20 du code de l'environnement.

☒ Non

E - Droits réels ou personnels (15)

Grevant les biens : ☐ Oui ☒ Non

Préciser la nature : _____ Indiquer si rente viagère antérieure : ☐ Oui ☐ Non

F - Modalité de la cession ou de la donation

1 - Vente amiable

Prix de vente hors commission (en chiffres) : 700.000,00 € (en lettres) : SEPT CENT MILLE EUROS

Si TVA en sus du prix, préciser le montant (en chiffres) : _____

Évaluation hors commission (en chiffres) : _____ (en lettres) : _____

Dont éventuellement inclus : Mobilier : _____ Autres : _____

Vente indissociable d'autres biens : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, adresse précise du bien (description à porter en annexe) : _____

Modalité de paiement

☒ Comptant à la signature de l'acte authentique ☐ À terme (préciser) : _____

☐ Si commission, montant : _____ ☐ TTC ☐ HT

À la charge de : ☐ Acquéreur ☐ Vendeur

☐ Si paiement en nature

Désignation de la contrepartie de l'aliénation : _____

Évaluation de la contrepartie : _____

☐ Rente viagère Montant annuel : _____ Montant comptant : _____

Bénéficiaire(s) de la rente : _____

☐ Droit d'usage et d'habitation

☐ Vente de la nue-propriété

Évaluation de l'usage ou de l'usufruit : _____

Autres modalités de transfert

☐ Échange

Désignation des biens reçus en échange : _____

Montant de la soulte le cas échéant : _____

Propriétaires contre-échangistes : _____

☐ Apports en société

Bénéficiaire : _____ Estimation du bien apporté : _____

☐ Cession de tantième de terrains contre remise de locaux à construire

Estimation du terrain : _____ Estimation des locaux à remettre (dation) : _____

☐ Location-accession - Estimation de l'immeuble objet de la location-accession : _____

2 - Adjudication (16)

☐ Volontaire ☐ Ou rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire

☐ Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage

Date de l'adjudication : ____/____/____ Montant de la mise à prix : _____

Lieu de l'adjudication : _____

3 - Donation (17)

☐ Oui ☐ Non

G - Les soussignés déclarent

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1

☒ 1-A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués

Acquéreur - personne physique (facultatif) (18) :

Nom d'usage

POIGEAULT

Prénom

Jacques

Profession : artisan

Acquéreur - personne morale (facultatif) (18) :

Nom d'usage du représentant

Prénom du représentant

Dénomination

Forme juridique

N° SIRET

Adresse de l'acquéreur (facultatif) (18) :

N° de boîte aux lettres, appartement, escalier, étage... : _____

Nom de l'entrée, immeuble, résidence, ZA... : _____

Numéro : _____ Voie : 406 rocade du Belvédère

Lieu-dit : _____ Localité : SIX-FOURS-LES-PLAGES

Pays : _____ Division territoriale (si international) : _____

Code postal : 83140 BP : _____ Cedex : _____

Téléphone (facultatif) : _____ Indicatif (facultatif) : _____

Adresse électronique (facultatif) : _____


@

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur (facultatif) (19) :

- ☐ 2 - Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquiescer les biens désignés à la rubrique C aux prix et conditions indiqués (20).
- ☐ 3 - Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique A.

Fait à : CUERS

Le : 2 8 / 0 3 / 2 0 2 5

 **OFFICE NOTARIAL DE CUERS**
Pascal ROUDEN
Anne CHATEL
Tiziana CHRETIEN-BOSCH
Olivier DUVAL-BAURAT
Signature et cachet des notaires
BP 11 - 83390 CUERS

H - Rubrique à remplir si le signataire est le notaire ou un autre mandataire (21)

Nom d'usage

Prénom

Maître Tiziana CHRETIEN-BOSCH

Qualité

Notaire

Adresse électronique :

antoine.talard@notires.fr

@

Adresse

N° de boîte aux lettres, appartement, escalier, étage... : _____

Nom de l'entrée, immeuble, résidence, ZA... : _____

Numéro : 755 Voie : Avenue Léon Amic Bât. B

Lieu-dit : _____

Localité : CUERS Pays : _____

Code postal : 83390 BP : 11 Cedex : _____

Téléphone : 04.94.13.51.30 Indicatif si international) : + _____

Cadre réservé au titulaire du droit de préemption

Informations concernant vos données à caractère personnel

Nous avons besoin de vos données pour étudier votre demande et pour vous contacter par la suite.

Le responsable de traitement de la déclaration d'intention d'aliéner est la commune de dépôt de votre dossier. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Ainsi, pour toutes informations, questions ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

À l'attention du délégué à la protection des données

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 Paris Cedex 07

VENTE SCI CRUNCHANT / POIGEAULT/1012804/TCB/AT/IBA/

[illegible]

RECAPITULATIF DES ACQUEREURS

[illegible]

Identification du bien

Désignation

A LA SEYNE-SUR-MER (VAR) 83500 284 Avenue Honoré d'Estienne d'Orves,

Désignation tel qu'il résulte du titre de propriété :

Une propriété comprenant :

- Une maison d'habitation élevée d'un étage sur rez-de-chaussée,
- Deux bâtiments à usage d'atelier de serrurerie-chaudronnerie,
- Dépendances diverses,
- terrain attenant.

Désignation détaillée, déclarée par le PROMETTANT :

Le **PROMETTANT** déclare que la désignation détaillée est la suivante :

Une propriété comprenant :

1°/ Une maison à usage d'habitation élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, et comprenant, savoir :

- Au rez-de-chaussée : entrée, cuisine, 2 bureaux, escalier, w.c. extérieur,
- A l'étage : escalier, dégagement, couloir, salle d'eau avec w.c., 2 bureaux.

2°/ Deux bâtiments à usage d'atelier de serrurerie-chaudronnerie,

3°/ Diverses dépendances,

Terrain attenant.

Il est ici précisé que dans le titre de propriété antérieur du 16 novembre 1920, la désignation était la suivante :

*« Un immeuble se composant **d'une maison** élevée d'un étage sur rez-de-chaussée avec terrasse au devant et treillard en bois, un puits avec lavoir, remise et écurie au rez-de-chaussée, deux hangars, terrain attenant »*

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AH	61	284 avenue Estienne d'Orves	00 ha 10 a 35 ca

Département :
VAR

Commune :
LA SEYNE SUR MER

Section : AH
Feuille : 000 AH 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 04/02/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

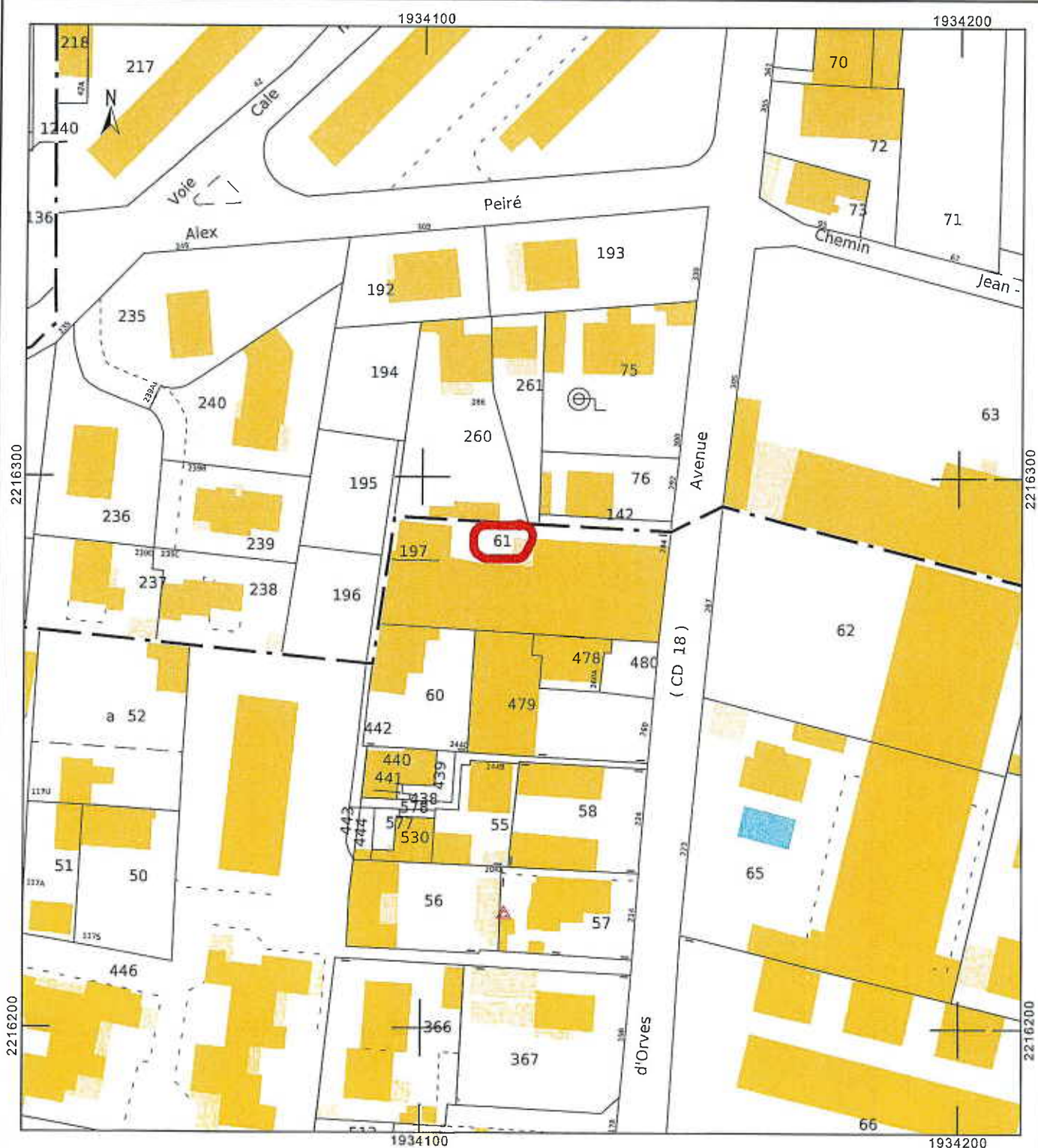
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

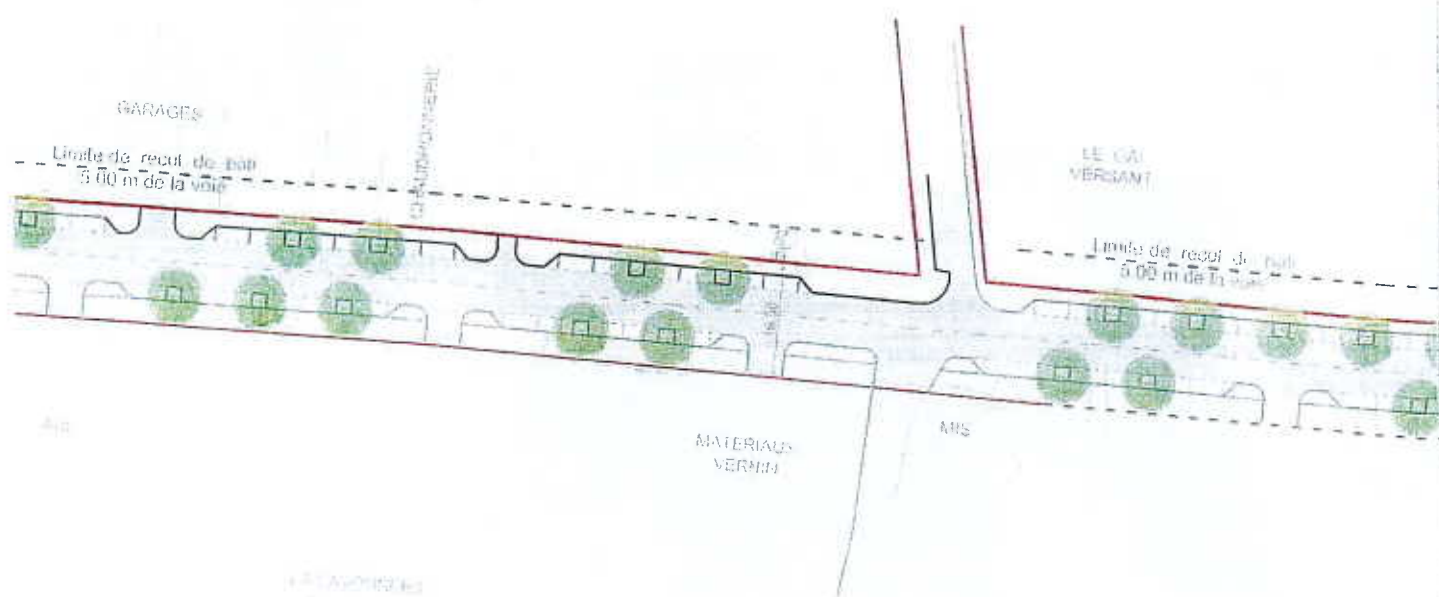
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
TOULON
171 avenue de Vert Coteau CS 20127
83071
83071 TOULON CEDEX
tél. 04 94 03 95 01 -fax
cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Département :
VAR

Commune :
LA SEYNE SUR MER

Section : AH
Feuille : 000 AH 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 24/03/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

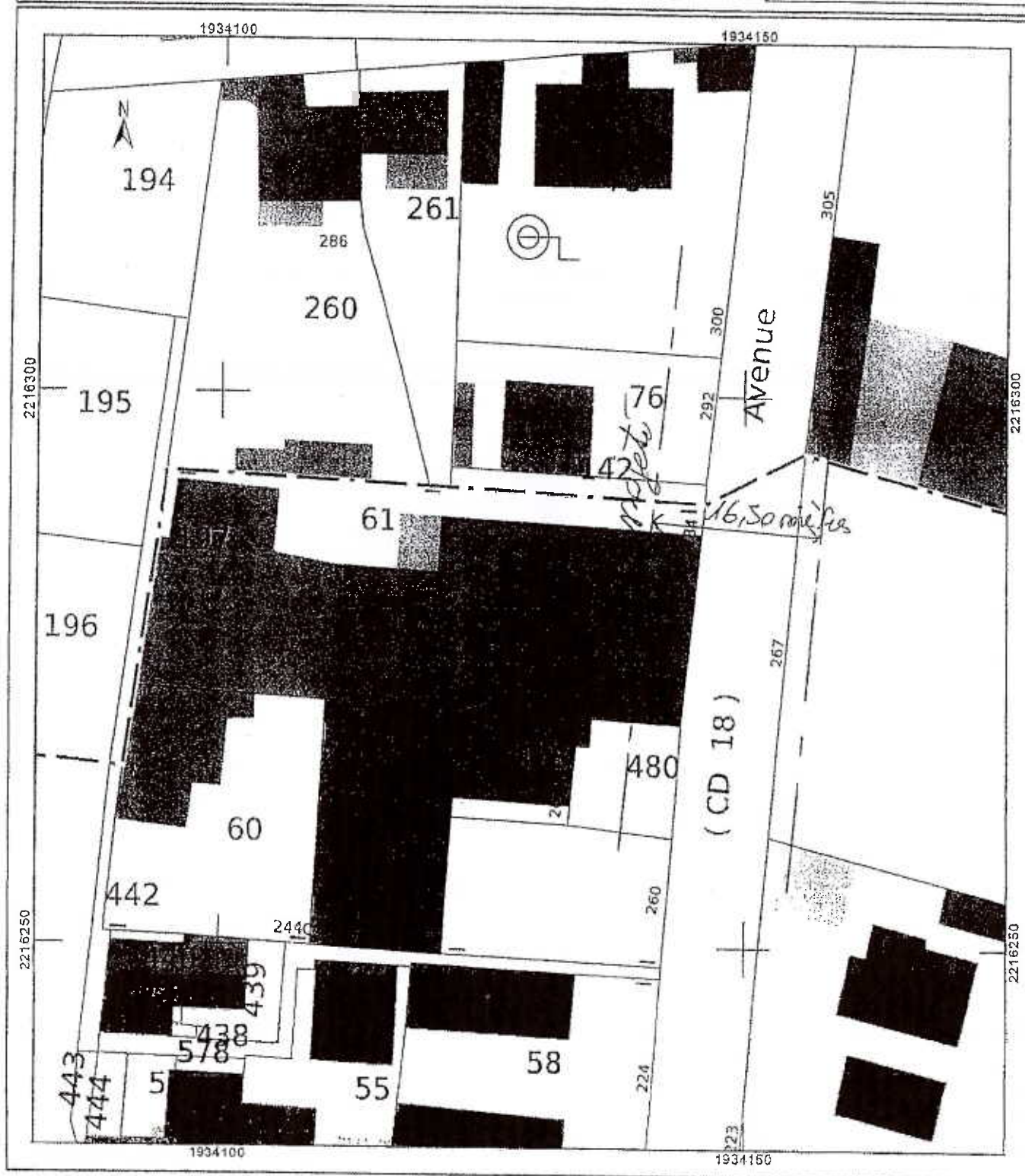
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est pris
par le centre des Impôts foncier suivant :
TOULON
171 avenue de Vert Coteau CS 20127
83071
83071 TOULON CEDEX
tél. 04 94 03 85 01 - fax
cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





LA SEYNE-SUR-MER

La Seyne-sur-Mer, le

06 MAI 2025

*Direction Générale Adjointe des Services
Cadre de Vie et Ville Durable
Direction habitat, cadre de vie et rénovation urbaine
Mission appui juridique et foncier
N/Réf. : CVVD/DHCVRU/MAJF/n° 021-25/OB-XG-PR
Affaire suivie par : Pascal RICARD
04.94.06.93.20 - foncier@la-seyne.fr*

**Toulon Provence Méditerranée
Hôtel de la métropole
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cédex 09**

Objet : Demande d'enclenchement du mécanisme de restitution du droit de préemption urbain au profit de la Métropole - Déclaration d'intention d'aliéner n°369.

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la réorganisation des services municipaux et dans une volonté affirmée d'optimiser la gestion publique, la Commune de La Seyne-sur-Mer souhaite porter un projet structurant concernant la parcelle cadastrée section AH n°61 sise 284 avenue Honoré d'Estienne d'Orves, ayant fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner récemment transmise aux services compétents.

Ce projet vise la création d'un magasin général municipal, destiné à améliorer significativement la gestion des ressources matérielles et logistiques. Actuellement, chaque service de la Ville gère ses achats et ses stocks de manière autonome. Cette organisation entraîne régulièrement des doublons, des ruptures de stock, ainsi qu'un manque de visibilité globale sur les consommations réelles.

Le magasin général permettrait de centraliser la gestion des stocks de consommables et de matériel, de renforcer la traçabilité des flux, et de réaliser des économies substantielles grâce à la mutualisation des achats. Il contribuerait également à fluidifier les échanges logistiques entre les services municipaux et à améliorer la réactivité dans la satisfaction des besoins opérationnels.

Ce projet s'inscrit pleinement dans une démarche d'efficacité, de rationalisation des moyens, et de renforcement de la qualité du service public. Il présente, à ce titre, un intérêt général majeur pour la Commune.

C'est pourquoi, je sollicite l'enclenchement du mécanisme de restitution du droit de préemption urbain concernant cette parcelle au profit de la Métropole, afin de permettre à la Ville d'évaluer précisément la faisabilité de l'opération et d'envisager l'acquisition du bien concerné.

Je vous remercie par avance pour l'attention portée à cette demande et reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Maire et par délégation

Christian DUPLA

Adjoint délégué à la Stratégie Foncière



Toulon le 12 MAI 2025

Jean Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur Philippe MAHE
Préfet du Var
Préfecture du Var
Boulevard du 112^{ème} Régiment d'Infanterie
CS 31209
83070 TOULON cedex

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens*
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier – service Action Foncière
Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO
Tél : 04.94.05.57.93 - asmillet@metropoletpm.fr

N/Réf : JPG/VP/CW/CH/MM/ASM/2025- n°0616

V/Réf : M. SALVAT/ Responsable du Bureau Politique de Mixité Sociale
DDTM / Service Habitat et Rénovation Urbaine

OBJET : DIA 369 sur la propriété bâtie sise 284 Av Estienne d'Orves-LA SEYNE SUR MER
Article L201-1 Code de l'Urbanisme – demande d'autorisation de restituer le DPU

Monsieur Le Préfet,

J'ai été informée par mes services d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) portant sur un bien immobilier situé sur la commune de La Seyne sur Mer (83500) 284 Avenue Estienne d'Orves, cadastré section AH n° 61, classé en zone UA au Plan Local d'Urbanisme de la ville.

Afin de mener à bien la réorganisation des services municipaux seynois, l'opportunité pour la ville de La Seyne sur Mer de préempter ce bien se justifie au regard des objectifs d'optimisation de la gestion publique locale. L'objectif poursuivi par la Ville étant de s'inscrire dans une démarche d'efficacité, de rationalisation des moyens et de renforcement de la qualité du service public.

Il s'avère que la DIA notifiée, exprimant un prix de SEPT CENT MILLE EUROS (700.000, - €), reçue le 31 mars 2025, permet d'envisager l'acquisition de ce bien immobilier par voie de préemption par la Ville de La Seyne sur Mer, par délégation du droit de préemption urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Dans le cadre de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme qui dispose « *Le représentant de l'Etat dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien. L'arrêté mentionne notamment le bien concerné et la finalité pour laquelle la préemption est exercée* », je vous saurais gré d'accepter de mettre en œuvre ce dispositif.

Mes services sont à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Certain de votre compréhension de cette situation et de la solution envisagée,

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Deu à vous.

Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHI
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

La Seyne-sur-Mer, le 06 MAI 2025

Direction Générale Adjointe des Services
Cadre de Vie et Ville Durable
Direction habitat, cadre de vie et rénovation urbaine
Mission appui juridique et foncier
N/Réf. : CVVD/DHCVRU/MAJF/n° 021-25/OB-XG-PR
Affaire suivie par : Pascal RICARD
04.94.06.93.20 - foncier@la-seyne.fr

Toulon Provence Méditerranée
Hôtel de la métropole
107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cédex 09

Objet : Demande d'enclenchement du mécanisme de restitution du droit de préemption urbain au profit de la Métropole - Déclaration d'intention d'aliéner n°369.

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la réorganisation des services municipaux et dans une volonté affirmée d'optimiser la gestion publique, la Commune de La Seyne-sur-Mer souhaite porter un projet structurant concernant la parcelle cadastrée section AH n°61 sise 284 avenue Honoré d'Estienne d'Orves, ayant fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner récemment transmise aux services compétents.

Ce projet vise la création d'un magasin général municipal, destiné à améliorer significativement la gestion des ressources matérielles et logistiques. Actuellement, chaque service de la Ville gère ses achats et ses stocks de manière autonome. Cette organisation entraîne régulièrement des doublons, des ruptures de stock, ainsi qu'un manque de visibilité globale sur les consommations réelles.

Le magasin général permettrait de centraliser la gestion des stocks de consommables et de matériel, de renforcer la traçabilité des flux, et de réaliser des économies substantielles grâce à la mutualisation des achats. Il contribuerait également à fluidifier les échanges logistiques entre les services municipaux et à améliorer la réactivité dans la satisfaction des besoins opérationnels.

Ce projet s'inscrit pleinement dans une démarche d'efficacité, de rationalisation des moyens, et de renforcement de la qualité du service public. Il présente, à ce titre, un intérêt général majeur pour la Commune.

C'est pourquoi, je sollicite l'enclenchement du mécanisme de restitution du droit de préemption urbain concernant cette parcelle au profit de la Métropole, afin de permettre à la Ville d'évaluer précisément la faisabilité de l'opération et d'envisager l'acquisition du bien concerné.

Je vous remercie par avance pour l'attention portée à cette demande et reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Maire et par délégation

Christian DUPLA

Adjoint délégué à la Stratégie Foncière

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à Madame le Maire
HÔTEL DE VILLE - 20, quai Saturnin Fabre - CS 60226 - 83507 La Seyne-sur-Mer CEDEX





**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service habitat et rénovation urbaine
Bureau politique de mixité sociale
Courriel: ddtm-dia@var.gouv.fr

Toulon, le **26 MAI 2025**

LRAR n° 1A 208 042 6335 7

Monsieur,

Le 31 mars 2025, la commune de la LA SEYNE SUR MER (83500) a réceptionné une déclaration d'intention d'aliéner (DIA N° 369) relative à la vente de votre bien composé d'une maison et 2 ateliers sis 284 avenue d'Honoré Estienne d'Orves sur la parcelle cadastrée AH 61 au prix de 700 000,00 €.

Dans le cadre de l'instruction de la présente déclaration d'intention d'aliéner, et conformément aux dispositions de l'article L. 213-2 du code de l'urbanisme et du décret n°2014-1572 du 22 décembre 2014 modifié, fixant les conditions de communication de pièces complémentaires, je vous prie de me communiquer une copie des pièces suivantes :

- L'extrait de l'avant-contrat de vente contenant les éléments significatifs relatifs à la consistance et l'état de l'immeuble ;
- Le dossier mentionné à l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation ;
- L'acte constitutif d'une éventuelle servitude et, si elles existent, les annexes, notamment les plans et état des lieux.

De plus, en application des articles L. 213-3 et D. 213-13-1 et suivants du code de l'urbanisme, je vous demande, par la présente, votre accord pour qu'il soit procédé à la visite du bien concerné.

Je vous informe que vous disposez d'un délai de 8 jours, à compter de la réception de la présente, pour me faire part, par écrit, de votre accord ou de votre refus concernant la visite. À défaut, l'absence de réponse aux termes de ce délai sera considérée comme un refus tacite.

SCI CRUNCHANT

Représentée par Monsieur David CRUNCHANT

67 rue de la République

83140 SIX-FOURS-PLAGES

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SHRU - CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face à la caserne des pompiers
Téléphone 04 94 46 83 83
Courriel : ddtm-shru@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

L'accord à la visite doit nous être notifié soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par acte d'huissier, par dépôt contre décharge ou par voie électronique (voir adresses mail ci-dessous) dans les conditions prévues aux articles L. 112-11 et L. 112-12 du code des relations entre le public et l'administration.

En cas d'accord, celle-ci interviendra dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de l'acceptation de la visite en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.

Je vous invite à prendre contact avec M. WILLEMIN-JEANSON ou Mme DUPRE de l'EPF PACA, missionnés pour conduire cette visite et avec qui vous conviendrez des modalités de cette dernière.

Vous trouverez, ci-après, leurs coordonnées :

- adresse : Établissement Public Foncier PACA
Immeuble Le Noailles, 62/64, La Canebière – 13001 Marseille
- téléphone : 06 58 63 86 69 / 07 61 13 79 19
- courriels : v.willemin-jeanson@epfprovencealpescotedazur.fr
a.dupre@epfprovencealpescotedazur.fr
avec copies à : i.baudy@epfprovencealpescotedazur.fr et ddtm-dia@var.gouv.fr

Cette visite s'effectuera, à votre convenance, en votre présence ou en présence de votre mandataire.

Le délai de purge du droit de préemption est suspendu à compter de la réception du présent courrier. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un mois pour prendre sa décision. Passés ces délais, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

Vous trouverez ci-après en caractères apparents, conformément aux dispositions de l'article D. 213-13-4 du code de l'urbanisme, les dispositions concernant la présente formalité.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef du service habitat et rénovation urbaine



Frédéric LOUBEYRE

ANNEXE AU DROIT DE VISITE
en application de l'article D. 213-13-4 du code de l'urbanisme

Reproduction partielle des articles L. 213-2 du code de l'urbanisme – D. 213-13-2 et D. 213-13-3 du code de l'urbanisme

Article L. 213-2 du code de l'urbanisme

Toute aliénation visée à l'article L. 213-1 est subordonnée, à peine de nullité, à une déclaration préalable faite par le propriétaire à la mairie de la commune où se trouve situé le bien. Cette déclaration comporte obligatoirement l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée ou, en cas d'adjudication, l'estimation du bien ou sa mise à prix, ainsi que les informations dues au titre de l'article L. 514-20 du code de l'environnement. Le titulaire du droit de préemption peut, dans le délai de deux mois prévu au troisième alinéa du présent article, adresser au propriétaire une demande unique de communication des documents permettant d'apprécier la consistance et l'état de l'immeuble, ainsi que, le cas échéant, la situation sociale, financière et patrimoniale de la société civile immobilière. La liste des documents susceptibles d'être demandés est fixée limitativement par décret en Conseil d'État. La déclaration d'intention d'aliéner peut être dématérialisée. Le cas échéant, cette déclaration comporte également les informations dues au titre des articles L. 330-2 et L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation.

Lorsque la contrepartie de l'aliénation fait l'objet d'un paiement en nature, la déclaration doit mentionner le prix d'estimation de cette contrepartie.

[]

Le silence du titulaire du droit de préemption pendant deux mois à compter de la réception de la déclaration mentionnée au premier alinéa vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

Le délai est suspendu à compter de la réception de la demande mentionnée au premier alinéa ou de la demande de visite du bien. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un mois pour prendre sa décision. Passés ces délais, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

Lorsqu'il envisage d'acquérir le bien, le titulaire du droit de préemption transmet sans délai copie de la déclaration d'intention d'aliéner au responsable départemental des services fiscaux. La décision du titulaire fait l'objet d'une publication. Elle est notifiée au vendeur, au notaire et, le cas échéant, à la personne mentionnée dans la déclaration d'intention d'aliéner qui avait l'intention d'acquérir le bien. Le notaire la transmet aux titulaires de droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage, aux personnes bénéficiaires de servitudes, aux fermiers et aux locataires mentionnés dans la déclaration d'intention d'aliéner.

Le titulaire du droit de préemption peut demander à visiter le bien dans des conditions fixées par décret.

L'action en nullité prévue au premier alinéa se prescrit par cinq ans à compter de la publication de l'acte portant transfert de propriété.

Article D. 213-13-2 du code de l'urbanisme

L'acceptation de la visite par le propriétaire est écrite.

Elle est notifiée au titulaire du droit de préemption dans les conditions prévues à l'article R. 213-25 et dans le délai de huit jours à compter de la date de réception de la demande de visite.

La visite du bien se déroule dans le délai de quinze jours calendaires à compter de la date de la réception de l'acceptation de la visite, en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.

Le propriétaire, son mandataire ou le notaire est tenu d'informer de l'acceptation de la visite les occupants de l'immeuble mentionnés dans la déclaration d'intention d'aliéner.

Un constat contradictoire précisant la date de visite et les noms et qualité des personnes présentes est établi le jour de la visite et signé par le propriétaire ou son représentant et par le titulaire du droit de préemption ou une personne mandatée par ce dernier.

L'absence de visite dans le délai prévu au troisième alinéa vaut soit refus de visite, soit renonciation à la demande de visite. Dans ce cas, le délai suspendu en application du quatrième alinéa de l'article L. 213-2 reprend son cours.

Article D. 213-13-3 du code de l'urbanisme

Le propriétaire peut refuser la visite du bien.

Le refus est notifié au titulaire du droit de préemption dans les conditions prévues à l'article R. 213-25 et dans le délai de huit jours à compter de la date de réception de la demande de visite. En l'absence de réponse dans ce délai, le refus est tacite.

Sujet : [INTERNET] TR: Vente - CRUNCHANT / POIGEAULT [2025000208]
De : > I.BAUDY (par Internet) <I.BAUDY@epfprovençalpescotedazur.fr>
Date : 06/06/2025 à 14:27
Pour : LEBERRE Chantal - DDTM 83/SHRU/BPMS <chantal.leberre@var.gouv.fr>

De : Office.74067 <office.74067@notaires.fr>
Envoyé : mercredi 4 juin 2025 09:16
À : WILLEMIN-JEANSON Vincent <V.WILLEMIN-JEANSON@epfprovençalpescotedazur.fr>; DUPRE Aline <A.DUPRE@epfprovençalpescotedazur.fr>
Cc : BAUDY Irina <I.BAUDY@epfprovençalpescotedazur.fr>
Objet : Vente - CRUNCHANT / POIGEAULT [2025000208]

Vos réf. : DIA 369 - LA SEYNE SUR MER - parcelle AH 61

Madame, Monsieur,

Concernant le dossier en objet, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, ainsi qu'il en a été convenu, la copie de la promesse de vente et ses annexes.

A titre d'information et comme évoqué lors de notre communication, l'acquéreur (qui n'est pas mon client) réalise cette acquisition dans l'objectif de recentrer ses activités.

Vous souhaitant bonne réception du présent mail,

Je vous prie de me croire,

Votre bien dévoué.

Po / Maître Sophie LEMAIRE
Notaire

985, Route des Bois Enclos - Le Nausicaa
Bureau B18
Technosite ALTEA
74100 JUVIGNY

Tel : 04.80.16.09.00
Fax : 04.80.16.09.01



Pour le partage des données l'office est équipé du logiciel Signature de Fiducial – Partage Eden

P N'imprimez ce message que si vous en avez vraiment besoin - Please don't print this e-mail unless you really need to.

TRAITEMENT DES MAILS:

Nous attirons votre attention sur le fait que la rapidité actuelle des moyens de communication électronique n'est compatible ni avec le recul et la réflexion que nous nous devons d'avoir à votre égard et celui de votre dossier, ni avec nos plannings de travail.

Par ailleurs, en raison du nombre très important de courriels reçus quotidiennement, l'immédiateté d'une réponse ne sera en conséquence qu'exceptionnelle.
Soyez cependant assurés que votre demande est prise en compte et qu'elle sera traitée, selon sa nature, dans les meilleurs délais possibles.

TRANSFERTS FINANCIERS:

Depuis le 1er Janvier 2015, les notaires ne sont plus autorisés à accepter ou établir des chèques pour des montants supérieurs à 3 000 €.



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDTM/SHRU/N°2025- 54 du 23 JUIN 2025
autorisant l'exercice du droit de préemption urbain
par la métropole Toulon Provence Méditerranée,
pour l'acquisition de biens sis 284 avenue d'Estienne d'Orves
à La Seyne-sur-Mer (83500)
en application de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme.

Le préfet du Var,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5; L. 302-8 et L. 302-9-1 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1 alinéa 2, L. 213-1 et suivants, L. 321-1 à L. 321-13 et R. 213-3 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et son article 149 ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et son article 71 ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-106 du 20 décembre 2023 prononçant la carence de la commune de La Seyne-sur-Mer dans la réalisation des objectifs de production de logements sociaux au cours de la période triennale 2020-2022 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer en date du 15 décembre 2010, et modifié ;

Vu la délibération n°DEL/10/332 du conseil municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer du 15 décembre 2010 instituant un droit de préemption urbain simple ;

Vu la délibération n°DEL/10/333 du conseil municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer du 15 décembre 2010 instituant un droit de préemption urbain renforcé ;

Vu la délibération n°22/06/182 du conseil municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer du 28 juin 2022 actualisant le périmètre du droit de préemption urbain renforcé ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n° 369/2025 souscrite par Maître Tiziana CHRETIEN-BOSCH notaire, 755 avenue Léon Amic Bât. B – 83390 CUERS, reçue en mairie de La Seyne-sur-Mer le 31 mars 2025, portant sur la vente de biens sis 284 avenue d'Estienne d'Orves à La Seyne-sur-Mer (83500), sur la parcelle cadastrée AH 61, au prix de 700 000 €, selon les modalités stipulées dans la DIA ;

Vu le courrier du président de la métropole Toulon Provence Méditerranée du 12 mai 2025, motivant la nécessité d'acquérir les biens objet du présent arrêté ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-106 du 20 décembre 2023, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'État dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme, affecté au logement ou destiné à être affecté à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Considérant qu'il résulte également des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que le représentant de l'État dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien ;

Considérant que l'acquisition des biens sis 284 avenue d'Estienne d'Orves, localisés dans les périmètres de la convention habitat à caractère multi-sites Métropolitaine du 17 décembre 2018 et ses avenants, permettra notamment la réalisation d'un projet de création d'un magasin général municipal, destiné à améliorer significativement la gestion des ressources matérielles et logistiques. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'efficacité, de rationalisation des moyens et de renforcement de la qualité du service public.

Considérant le délai de 2 mois à compter de la communication de la déclaration d'intention d'aliéner pour faire part aux propriétaires de l'intention d'acquérir en application du droit de préemption ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'État renonce à exercer son droit de préemption en application de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme et autorise la métropole Toulon Provence Méditerranée à exercer son droit de préemption pour l'acquisition des biens définis à l'article 2.

Article 2

Les biens concernés par le présent arrêté, situé 284 avenue Honoré d'Estienne d'Orves à La Seyne-sur-Mer (83500) sur la parcelle cadastrée AH 61 d'une superficie de 1 035 m², sont une maison élevée d'un étage et de deux bâtiments à usage d'ateliers, divers dépendances et terrain attenant.

Article 3

Les biens acquis doivent être utilisés en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

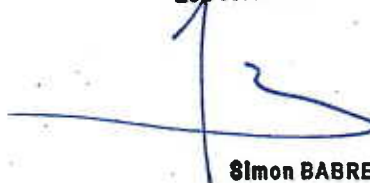
Ces acquisitions participeront à la réalisation d'un projet d'intérêt général de création d'un magasin général municipal, destiné à améliorer significativement la gestion des ressources matérielles et logistiques.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le **23 JUIN 2025**

Le Préfet



Simon BABRE

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Toulon. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Var. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

3005 1101 7 3

1101 1101

1101 1101